

N° 1123/25
du 16.07.2025

Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Audience publique de vacation du seize juillet deux mille vingt-cinq

Le tribunal de paix de Diekirch, arrondissement judiciaire de Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, siégeant en matière d'occupation sans droit ni titre, a rendu le jugement qui suit dans la cause

e n t r e :

L'ÉTAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, représenté par son ministre d'État actuellement en fonctions, et pour autant que de besoin par son ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, poursuites et diligences de **L'OFFICE NATIONAL DE L'ACCUEIL**, établi à L-1734 Luxembourg, 5, rue Carlo Hemmer, représenté par son directeur actuellement en fonctions,

partie demanderesse,

comparant par Maître Tiphanie ANDRIEN, avocat, en remplacement de Maître Marc THEWES, avocat à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg,

e t :

PERSONNE1.), sans état connu, demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse,

comparant par Maître Aminatou KONÉ, en remplacement de Maître Frank WIES, les deux avocats à la Cour, demeurant à Luxembourg.

=====

FAITS

Suivant une requête déposée en date du 25 mars 2025 au greffe de la Justice de paix de Diekirch, les parties ont été convoquées à comparaître devant le tribunal de paix de Diekirch à l'audience publique du mercredi, 14 mai 2025 à 14.30 heures, à la Justice de paix de Diekirch, « *bei der aler Kiirch* », salle n° 1, pour y voir statuer sur le mérite des causes énoncées dans ladite requête.

Après deux reports, l'affaire a été utilement retenue à l'audience publique du mercredi, 9 juillet 2025 à 14.30 heures, et les débats ont eu lieu comme suit :

Maître Tiphanie ANDRIEN, en remplacement de Maître Marc THEWES, comparant pour la partie demanderesse, l'ÉTAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG (ci-après l'ÉTAT), a exposé le sujet de l'affaire et ses moyens.

Maître Aminatou KONÉ, en remplacement de Maître Frank WIES, représentant la partie défenderesse PERSONNE1.), a été entendue en ses réponses.

Sur ce, le tribunal a pris l'affaire en délibéré et a rendu à l'audience de ce jour à laquelle le prononcé avait été fixé le

JUGEMENT

qui suit :

Par requête déposée au greffe de la Justice de paix de Diekirch en date du 25 mars 2025, l'ÉTAT a fait convoquer PERSONNE1.) à comparaître devant le tribunal de paix de Diekirch aux fins de :

- voir constater l'échéance fixée dans les engagements signés les 12 janvier 2023 et 29 juin 2023 pour quitter les lieux,
- voir constater qu'PERSONNE1.) est occupante sans droit ni titre du logement sis à L-ADRESSE2.),
- voir condamner PERSONNE1.) à déguerpir des lieux occupés,
- voir constater les échéances fixées dans les engagements pour le paiement des indemnités d'occupation mensuelles,
- voir condamner PERSONNE1.) au paiement du montant de 1.720.- euros à titre d'arriérés d'indemnités d'occupation mensuelles, avec les intérêts légaux à partir des échéances respectives, sinon à partir de la demande en justice, jusqu'à solde,
- se voir réserver tous autres droits, dus et actions,
- voir condamner PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance,

- voir condamner PERSONNE1.) au paiement d'une indemnité de procédure de 250.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,
- voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir.

À l'audience, Maître Tiphany ANDRIEN a réitéré la demande de l'ÉTAT telle que relatée dans la requête.

Maître Aminatou KONÉ n'a pas contesté la réalité, ni l'exactitude des engagements signés par PERSONNE1.), mais a demandé à lui voir accorder un délai de déguerpissement de quatre mois alors qu'elle est seule avec des enfants en bas âge.

En sus, Maître Aminatou KONÉ a admis qu'PERSONNE1.) redoit le montant de 1.720.- euros à titre d'arriérés d'indemnités d'occupation mensuelles.

Appréciation

La demande de l'ÉTAT est à déclarer recevable pour avoir été introduite dans les formes et délais de la loi.

Il est constant en cause que l'ÉTAT a mis à disposition d'PERSONNE1.) un logement sis à L-ADRESSE2.), que cette dernière s'est engagée à quitter pour le 1^{er} janvier 2024, ce qu'elle a cependant omis de faire.

PERSONNE1.) est donc à considérer comme occupante sans droit ni titre depuis le 2 janvier 2024.

Il en découle que l'ÉTAT a déjà fait preuve d'une grande clémence à son égard.

La demande en déguerpissement est dès lors à déclarer fondée.

Il y a partant lieu de condamner PERSONNE1.) à déguerpir des lieux, sauf à lui accorder à cette fin un délai de trois mois.

En sus, il y a lieu de constater qu'PERSONNE1.) s'est engagée à payer le premier jour de chaque mois, une indemnité d'occupation de 860.- euros.

PERSONNE1.) a admis redevoir le montant de 1.720.- euros à titre d'arriérés d'indemnités d'occupation mensuelles.

Il y a dès lors lieu de la condamner à payer à l'ÉTAT le montant de 1.720.- euros, avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, jusqu'à solde.

Cette condamnation est à assortir de l'exécution provisoire en application de l'article 115 du Nouveau Code de procédure civile.

En revanche, la condition d'iniquité n'étant pas établie, la demande de l'ÉTAT en obtention d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile est à déclarer non fondée.

PAR CES MOTIFS :

le tribunal de paix de Diekirch, siégeant en matière d'occupation sans droit ni titre, statuant contradictoirement et en premier ressort,

reçoit la demande en la forme,

constate qu'PERSONNE1.) s'est engagée à quitter le logement sis à L-ADRESSE2.), pour le 1^{er} janvier 2024,

constate qu'PERSONNE1.) occupe le logement sis à L-ADRESSE2.), sans droit ni titre depuis le 2 janvier 2024,

déclare la demande en déguerpissement fondée,

partant, **condamne** PERSONNE1.) à déguerpir des lieux occupés avec tous ceux qui s'y trouvent de son chef dans un délai de trois mois à partir de la notification du présent jugement,

au besoin, **autorise** l'ÉTAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG à faire expulser PERSONNE1.) dans les formes légales et aux frais de cette dernière, ces frais récupérables sur simple présentation des quittances des ouvriers y employés,

constate qu'PERSONNE1.) s'est engagée à payer le premier jour de chaque mois, une indemnité d'occupation de 860.- euros,

condamne PERSONNE1.) à payer à l'ÉTAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG à titre d'arriérés d'indemnités d'occupation mensuelles, le montant de **1.720.- euros**, avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, jusqu'à solde,

assortit cette condamnation de l'exécution provisoire,

déboute l'ÉTAT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG de sa demande basée sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,

condamne PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé par Nous Anne SCHMIT, juge de paix à Diekirch, assistée du greffier Monique GLESENER, en notre audience publique en la salle des audiences de la Justice de paix de Diekirch, « *bei der aler Kiirch* », date qu'en tête et avons signé avec le greffier.